

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

F. 95 — 1382

9 MARS 1995. — Arrêté royal relatif à la responsabilité civile, à l'assistance en justice et à la réparation du dommage aux biens du personnel militaire

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 20 mai 1994 relative aux statuts du personnel militaire, notamment les articles 91 à 98 et l'article 103;

Vu l'avis de la commission consultative du personnel militaire des forcés terrestre, aérienne et navale et du service médical;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 12 septembre 1994;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° la loi : la loi du 20 mai 1994 relative aux statuts du personnel militaire;

2° autorité compétente : le Ministre de la Défense nationale;

3° avocat désigné : l'avocat désigné par l'autorité compétente au militaire qui sollicite l'assistance en justice;

4° avocat choisi : l'avocat que le militaire qui sollicite l'assistance en justice propose, sous réserve des dispositions de l'article 4, § 4.

CHAPITRE II. — *De l'offre de transaction*

Art. 2. L'offre de transaction visée aux articles 93, § 1er, et 96, § 4, alinéa 2, de la loi émane de l'autorité compétente.

Après avoir entendu le militaire ou l'ancien militaire, l'autorité compétente lui adresse l'offre de transaction, soit par lettre recommandée à la poste, soit par la remise de celle-ci contre accusé de réception.

CHAPITRE III. — *De l'assistance en justice*

Art. 3. Le militaire ou l'ancien militaire qui se trouve dans les circonstances visées à l'article 96, § 1er, de la loi et qui sollicite l'assistance en justice, a le choix entre un avocat désigné et un avocat choisi.

Toute décision octroyant l'assistance en justice d'un avocat choisi attire l'attention du requérant sur les dispositions de l'article 4, § 4.

Art. 4. § 1er. La personne visée à l'article 96, § 1er, alinéa 1er, de la loi qui souhaite obtenir une assistance en justice, introduit à cet effet, dans les plus brefs délais après avoir pris connaissance de l'action intentée à son égard, une demande écrite auprès de l'autorité compétente. En cas d'urgence, cette demande peut toutefois être faite par un autre moyen de communication, pour autant qu'elle soit ultérieurement confirmée par écrit.

Cette demande contient :

- 1° l'indication de la date;
- 2° l'identité, et le cas échéant le grade et le lieu habituel de travail du requérant;
- 3° une description circonstanciée de l'affaire;
- 4° une copie de la citation ou de l'acte introductif d'instance;
- 5° l'identité et le domicile des témoins éventuels;
- 6° l'identité, le domicile et le numéro de téléphone de l'avocat choisi;

7° une déclaration du requérant par laquelle il s'engage à rétrocéder au profit de l'Etat les sommes qui lui seraient éventuellement accordées par le juge, comme dépens recouvrables en vertu de l'article 1022 du Code judiciaire.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 95 — 1382

9 MAART 1995. — Koninklijk besluit betreffende de burgerlijke aansprakelijkheid, de rechtshulp en de zaakschadevergoeding van het militair personeel

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 20 mei 1994 inzake de rechtstoestanden van het militair personeel, inzonderheid op de artikelen 91 tot 98 en op artikel 103;

Gelet op het advies van de commissie van advies voor het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 12 september 1994;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de wet : de wet van 20 mei 1994 inzake de rechtstoestanden van het militair personeel;

2° bevoegde overheid : de Minister van Landsverdediging;

3° toegewezen advocaat : de advocaat toegewezen door de bevoegde overheid aan de militair die om rechtshulp verzoekt;

4° zelf gekozen advocaat : de advocaat die door de militair die om rechtshulp verzoekt wordt voorgesteld, onder voorbehoud van het bepaalde in artikel 4, § 4.

HOOFDSTUK II. — *Het aanbod tot dading*

Art. 2. Het aanbod tot dading bedoeld in de artikelen 93, § 1, en 96, § 4, tweede lid, van de wet gaat uit van de bevoegde overheid.

Na de militair of ex-militair gehoord te hebben, bezorgt de bevoegde overheid hem het aanbod tot dading, hetzij bij een ter post aangetekende brief, hetzij door afgifte ervan tegen ontvangstbewijs.

HOOFDSTUK III. — *De rechtshulp*

Art. 3. De militair of de ex-militair die zich in de omstandigheden bevindt bedoeld in artikel 96, § 1, van de wet en die om rechtshulp verzoekt, heeft de keuze tussen een toegewezen en een zelf gekozen advocaat.

In iedere beslissing tot toekenning van rechtshulp van een zelf gekozen advocaat wordt de verzoeker gewezen op het bepaalde in het artikel 4, § 4.

Art. 4. § 1. De in artikel 96, § 1, eerste lid, van de wet bedoelde persoon die rechtshulp wenst, dient hiertoe zo spoedig mogelijk na de kennisgeving van de tegen hem gerichte vordering, een schriftelijke aanvraag in bij de bevoegde overheid. In spoedeisende gevallen kan de aanvraag evenwel via een ander communicatiemiddel geschieden, mits ze naderhand schriftelijk bevestigd wordt.

Deze aanvraag bevat :

- 1° de vermelding van de datum;
- 2° de identiteit, en in voorkomend geval de graad en de gewone plaats van tewerkstelling van verzoeker;
- 3° een omstandige beschrijving van de zaak;
- 4° een afschrift van de dagvaarding of van de akte van rechtsingang;
- 5° de identiteit en de woonplaats van de eventuele getuigen;
- 6° de identiteit, de woonplaats en het telefoonnummer van de zelf gekozen advocaat;

7° een verklaring van de verzoeker dat hij ten voordele van de Staat afstand doet van de sommen die hem eventueel door de rechter zullen worden toegekend als invorderbare kosten, krachtens artikel 1022 van het Gerechtelijk Wetboek.

Si le militaire est dans l'impossibilité d'introduire lui-même cette demande, elle peut l'être par une autre personne.

Dans ce cas, la demande mentionnera également l'identité et la qualité de cette personne ainsi que la raison de la substitution.

A la réception de la demande, l'autorité compétente informe le requérant par écrit que l'assistance en justice lui est accordée ou non, en indiquant les motifs du refus, et, le cas échéant, lui communique l'identité, le domicile et le numéro de téléphone de l'avocat désigné. En cas d'urgence, cette notification peut toutefois se faire par un autre moyen de communication pour autant qu'elle soit ultérieurement confirmée par écrit.

§ 2. Le militaire visé à l'article 96, § 1er, alinéa 2, de la loi qui souhaite obtenir une assistance en justice introduit à cet effet le plus vite possible et au plus tard, sous peine de non-recevabilité, quinze jours après avoir intenté l'action, une demande par lettre recommandée à la poste, adressée à l'autorité compétente.

Les dispositions du § 1er, alinéas 2 à 5, s'appliquent à cette demande.

Lorsque le militaire ou l'ancien militaire poursuit par son action un dédommagement purement moral, l'autorité compétente peut décider, après avoir entendu l'intéressé, de ne pas prendre les honoraires à charge de l'Etat.

§ 3. La créance à charge de l'Etat qui découle de l'article 96, § 4, alinéa 1er, de la loi, naît le jour où la décision judiciaire a acquis force de chose jugée et est prescrite conformément aux dispositions des lois des 17 juillet 1991 sur la comptabilité de l'Etat.

Le militaire ou l'ancien militaire qui requiert le remboursement sur la base de l'article 96, § 4, alinéa 1er de la loi, introduit à cet effet, par lettre recommandée à la poste, une demande écrite auprès de l'autorité compétente. Il joint à cette demande une copie de la décision judiciaire ainsi que l'état des honoraires et frais qu'il a exposés pour assurer sa défense, accompagné des pièces probantes y afférentes.

§ 4. Lorsque l'autorité compétente estime que les honoraires et frais d'un avocat choisis sont manifestement disproportionnés eu égard à la nature et à l'ampleur de l'affaire, elle en avise le militaire ou l'ancien militaire en lui indiquant le montant raisonnable qu'elle est prête à prendre en charge, sans préjudice du recours du militaire ou de l'ancien militaire à l'avis de l'autorité prévue par l'article 459, alinéa 2, du Code judiciaire.

Art. 5. Lorsqu'un avocat désigné ou choisi fait preuve de négligence dans la défense des intérêts du militaire ou de l'ancien militaire, il peut, à la demande de l'intéressé être remplacé par un autre avocat désigné ou choisi, dans les limites fixées par l'article 4, § 4.

Art. 6. Le militaire ou l'ancien militaire ou son avocat, informe l'autorité compétente sur le déroulement de la cause et lui remet, à l'issue de celle-ci, l'état des honoraires et frais.

Art. 7. L'assistance en justice inclut tous les frais inhérents à la procédure judiciaire.

Art. 8. Si, après avoir sollicité l'assistance en justice conformément aux dispositions de l'article 4, le militaire perd la qualité de militaire, l'assistance en justice lui reste due, le cas échéant.

L'assistance en justice reste également due lorsque l'intéressé, après la perte de la qualité de militaire, est cité en justice ou lorsqu'une action publique est intentée contre lui pour des actes commis dans l'exercice de ses fonctions.

Lorsqu'il décède après avoir introduit sa demande, l'assistance en justice reste due, le cas échéant, à ses ayants droit.

CHAPITRE IV. - Du dommage aux biens

Art. 9. A sa demande, le militaire ou l'ancien militaire peut être indemnisé pour le dommage aux biens subi en Belgique ou à l'étranger lors de l'exécution ou de la préparation des tâches militaires ou qui trouve sa cause dans sa qualité de militaire.

Sauf force majeure, cette demande n'est prise en considération que pour autant que, dans les quarante-huit heures de la constatation du dommage, l'intéressé ait informé par écrit son supérieur hiérarchique de l'existence de ce dommage. En outre, lorsqu'il y a un tiers présumé responsable, il doit avoir dans un délai de huit jours déposé plainte à l'encontre de celui-ci ou l'avoir mis en demeure, selon le cas.

Indien de militair in de onmogelijkheid verkeert om deze aanvraag zelf in te dienen, kan ze door een andere persoon worden ingediend.

In dat geval worden in de aanvraag eveneens de identiteit en hoedanigheid van die persoon, alsmede de reden van de indplaatsstelling vermeld.

Bij ontvangst van de aanvraag deelt de bevoegde overheid aan verzoeker schriftelijk mee of de rechtshulp al dan niet wordt toegekend, met opgave van de redenen van de weigering, en stelt ze hem eventueel in kennis van de identiteit, de woonplaats en het telefoonnummer van de toegewezen advocaat. In spoedeisende gevallen kan deze kennisgeving eventueel via een ander communicatiemiddel geschieden, mits ze naderhand schriftelijk bevestigd wordt.

§ 2. De in artikel 96, § 1, tweede lid, van de wet bedoelde militair die rechtshulp wenst, dient hiertoe zo spoedig mogelijk en uiterlijk, op straffe van niet-ontvankelijkheid, vijftien dagen na het instellen van de vordering bij een ter post aangetekende brief, een aanvraag in, gericht aan de bevoegde overheid.

Het bepaalde in § 1, tweede tot vijfde lid, is van toepassing op deze aanvraag.

Wanneer de militair of ex-militair met zijn vordering een louter morele schadevergoeding nastreeft, kan de bevoegde overheid beslissen, na de betrokkene gehoord te hebben, de honoraria niet ten laste van de Staat te nemen.

§ 3. De schuldvordering ten laste van de Staat ingevolge artikel 96, § 4, eerste lid, van de wet, ontstaat op de dag dat de rechterlijke beslissing in kracht van gewijsde is getreden en verjaart overeenkomstig de bepalingen van de wetten van 17 juli 1991 op de Rijkscomptabiliteit.

De militair of de ex-militair die de terugbetaling vordert op grond van artikel 96, § 4, eerste lid, van de wet, dient hiertoe, bij een ter post aangetekende brief, een schriftelijke aanvraag in bij de bevoegde overheid. Bij deze aanvraag voegt hij een afschrift van de rechterlijke beslissing en de staat van de honoraria en kosten die hij voor zijn verdediging heeft gemaakt, vergezeld van de bewijstukken die er betrekking op hebben.

§ 4. Wanneer de bevoegde overheid oordeelt dat de honoraria en kosten van een zelf gekozen advocaat kennelijk buiten verhouding staan tot de aard en de omvang van de zaak, brengt zij zulks ter kennis van de militair of de ex-militair en deelt zij hem het redelijke bedrag, mede dat zij bereid is voor haar rekening te nemen, onverminderd de mogelijkheid van de militair of de ex-militair om het advies in te winnen van de instantie genoemd in artikel 459, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

Art. 5. Wanneer een toegewezen of zelf gekozen advocaat de verdediging van de belangen van de militair of ex-militair verwaarloost, kan hij, op verzoek van de betrokkene vervangen worden door een andere toegewezen of zelf gekozen advocaat, binnen de perken gesteld in artikel 4, § 4.

Art. 6. De militair of ex-militair of zijn advocaat, licht de bevoegde overheid in over het verloop van het geding en bezorgt haar, na beëindiging ervan, de staat van erelonen en kosten.

Art. 7. De rechtshulp bevat alle kosten inherent aan de gerechtelijke procedure.

Art. 8. Indien de militair de hoedanigheid van militair verliest, na rechtshulp te hebben gevraagd overeenkomstig de bepalingen van artikel 4, blijft de rechtshulp hem desgevallend verschuldigd.

De rechtshulp blijft desgevallend eveneens verschuldigd wanneer de betrokkene na het verlies van de hoedanigheid van militair in rechte wordt gedagvaard of een strafvordering tegen hem wordt ingesteld wegens daden gesteld in de uitoefening van zijn functies.

Indien hij na het indienen van zijn aanvraag overlijdt, blijft de rechtshulp desgevallend verschuldigd aan zijn rechthebbenden.

HOOFDSTUK IV. - De zaakschade

Art. 9. Op zijn aanvraag kan de militair of de ex-militair vergoed worden voor de zaakschade die hij in België of in het buitenland heeft geleden tijdens de uitvoering of de voorbereiding van militaire taken of die te wijten is aan zijn hoedanigheid van militair.

Deze aanvraag wordt slechts in overweging genomen voor zover de belanghebbende, behoudens overmacht, binnen achtenveertig uur na de vaststelling van de schade zijn hiërarchische chef van het bestaan van de schade schriftelijk op de hoogte heeft gebracht. Tevens moet hij, ingeval er een aansprakelijk geachte derde is, binnen acht dagen, naargelang het geval, tegen deze klacht neerleggen of deze schriftelijk in gebreke stellen.

Art. 10. § 1er. Sauf force majeure, la demande d'indemnité doit être adressée par écrit à l'autorité compétente, dans les trente jours à dater de la constatation du dommage.

§ 2. La demande d'indemnité est signée par le requérant et contient, sous peine de non-recevabilité :

- 1° l'indication de la date;
- 2° l'identité, le grade, le lieu habituel de travail, le domicile et le numéro de compte bancaire du requérant;
- 3° une description sommaire des circonstances dans lesquelles le dommage aux biens est survenu, en ce compris l'indication de la date et du lieu;
- 4° une description du dommage aux biens subis, ainsi que l'évaluation de la valeur résiduelle des biens endommagés ou des coûts de réparation;
- 5° l'indication du nom, des prénoms, de la profession et du domicile des témoins éventuels, ainsi que, le cas échéant, du tiers présumé responsable;
- 6° le cas échéant, la mention du fait qu'il a été dressé procès-verbal, qu'il a été déposé plainte à l'encontre du tiers présumé responsable ou que le tiers présumé responsable a été mis en demeure, dans quel cas une copie de la mise en demeure est jointe à la demande;
- 7° le cas échéant, l'indication du fait que le requérant s'est constitué partie civile;
- 8° l'indication des autres moyens dont dispose le requérant pour obtenir la réparation du dommage, ou l'indication de leur défaut, ainsi que l'indication du montant de l'indemnisation déjà obtenue en vertu de l'un ou l'autre de ces moyens.

Si le militaire ou l'ancien militaire est dans l'impossibilité d'introduire lui-même cette demande, elle peut l'être par une autre personne.

La demande d'indemnité doit se terminer par les mots : « J'affirme sur l'honneur que la présente déclaration est sincère et complète ».

§ 3. Les pièces justificatives des différents éléments de la demande d'indemnité y sont jointes.

Art. 11. Sans préjudice d'une décision judiciaire ultérieure relative au fait dommageable, l'autorité compétente fixe, dans chaque cas, sur la base des éléments de preuve avancés par l'intéressé et des éléments de la cause, le montant de l'indemnité qui lui sera versé.

Art. 12. Si, après avoir introduit une demande de dédommagement conformément aux dispositions de l'article 10, le militaire perd la qualité de militaire, l'indemnisation lui reste due, le cas échéant.

Lorsqu'il décède après avoir introduit sa demande, l'indemnisation reste due, le cas échéant, à ses ayants droit.

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 13. Le Ministre de la Défense nationale peut charger le chef de l'Administration générale civile d'exercer les compétences suivantes :

- accorder ou refuser l'assistance en justice;
- désigner l'avocat désigné;
- limiter la prise en charge des honoraires et frais d'un avocat choisis, lorsqu'ils sont jugés excessifs;
- décider du remplacement d'un avocat lorsque celui-ci fait preuve de négligence;
- fixer le montant de l'indemnisation en cas de dommage aux biens.

Art. 14. Les articles 91 à 98 de la loi du 20 mai 1994 relative aux statuts du personnel militaire sont mis en vigueur.

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 16. Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 mars 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense nationale,
K. PINXTEN

Art. 10. § 1. Behoudens overmacht, moet de vergoedingsaanvraag schriftelijk gericht worden aan de bevoegde overheid binnen de dertig dagen te rekenen vanaf de vaststelling van de schade.

§ 2. De vergoedingsaanvraag wordt ondertekend door de verzoeker en bevat, op straffe van niet-ontvankelijkheid :

- 1° de vermelding van de datum;
- 2° de identiteit, de graad, de gewone plaats van het werk, de woonplaats en het bankrekeningnummer van de verzoeker;
- 3° een korte beschrijving van de omstandigheden waarin de zaak-schade werd geleden, met vermelding van de datum en de plaats;
- 4° een beschrijving van de geleden zaakschade, alsook de begroting van de residuele waarde van de beschadigde goederen of van de herstelkosten;
- 5° de namen, de voornamen, het beroep en de woonplaats van eventuele getuigen en, in voorkomend geval, van de aansprakelijk geachte derde;
- 6° in voorkomend geval, de vermelding dat proces-verbaal is opgemaakt, dat een klacht is ingediend tegen de aansprakelijk geachte derde of dat de aansprakelijk geachte derde in gebreke werd gesteld, in welk geval een copie van de ingebrekestelling bij de aanvraag wordt gevoegd;
- 7° in voorkomend geval, de vermelding dat verzoeker zich burgerlijke partij heeft gesteld;
- 8° de vermelding van de andere middelen waarover verzoeker eventueel beschikt om herstel van de geleden schade te verkrijgen, of de vermelding van de ontstentenis ervan, alsook, in voorkomend geval, de vermelding van de krachtens één of meer van deze middelen reeds verkregen schadevergoeding.

Indien de militair of ex-militair in de onmogelijkheid verkeert om deze aanvraag zelf in te dienen, kan ze door een andere persoon worden ingediend.

De vergoedingsaanvraag moet eindigen met de woorden : « Ik bevestig op mijn eer dat deze verklaring oprecht en volledig is ».

§ 3. Bij de vergoedingsaanvraag worden de stukken gevoegd tot staving van de verschillende elementen ervan.

Art. 11. Onverminderd een latere rechterlijke uitspraak over het schadelijk feit, bepaalt de bevoegde overheid, op grond van de bewijs-elementen aangevoerd door de belanghebbende en de concrete gegevens van de zaak, voor elk geval het bedrag van de vergoeding dat aan hem zal worden gestort.

Art. 12. Indien de militair, na een vergoedingsaanvraag te hebben ingediend overeenkomstig de bepalingen van artikel 10, de hoedanigheid van militair verliest blijft de vergoeding hem desgevallend verschuldigd.

Indien hij na het indienen van zijn aanvraag overlijdt, blijft de vergoeding desgevallend verschuldigd aan zijn rechthebbenden.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 13. De Minister van Landsverdediging kan de chef van het Burgerlijke Algemeen Bestuur opdragen de volgende bevoegdheden uit te oefenen :

- rechtshulp verlenen of weigeren;
- de toegewezen advocaat aanwijzen;
- de tenlasteneming van de honoraria en kosten van een zelf gekozen advocaat beperken indien zij bovenmatig bevonden worden;
- besluiten tot vervanging van een advocaat indien deze blijk geeft van nalatigheid;
- het bedrag van de schadevergoeding vaststellen in geval van zaak-schade.

Art. 14. De artikelen 91 tot 98 van de wet van 20 mei 1994 inzake de rechtstoelstanden van het militair personeel worden in werking gesteld.

Art. 15. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 16. Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 maart 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,
K. PINXTEN